

Dans le chapitre 1 du présent rapport, le Comité expose les origines du problème de l'endettement du Tiers monde. Entre le milieu des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt, les banques commerciales des pays industrialisés, devenues le principal véhicule de recyclage des pétrodollars, ont multiplié par dix le montant de leurs prêts aux pays en développement à revenu intermédiaire. La situation a changé du tout au tout en 1982, lorsque le Mexique s'est retrouvé dans l'incapacité d'honorer sa dette. Depuis cette crise mexicaine, les banques ont été contraintes de rééchelonner un grand nombre de leurs prêts et de rallonger les périodes de remboursement. Aujourd'hui, elles se trouvent dans une situation qui leur est inhabituelle et à laquelle il n'existe aucune issue rapide et facile.

En octobre 1985, le gouvernement américain donnait un nouvel élan aux efforts visant à résoudre la crise de l'endettement international en proposant que les banques commerciales et les institutions financières internationales adoptent une nouvelle politique de prêts, qui favorise la croissance économique dans les pays du Tiers monde et qui soit adaptée aux mesures prises par les pays débiteurs en vue de stabiliser leur situation monétaire et de renforcer leur contrôle budgétaire. Le chapitre 1 examine cette initiative, couramment appelée le plan Baker, et cherche à en évaluer les répercussions et les lacunes. Il se termine par une analyse de l'important rééchelonnement de dette négocié avec le Mexique en 1986.

La dimension actuelle du problème est exposée au chapitre 2. Pour les milieux bancaires, le cœur du problème se situe en Amérique latine. Dix des quinze pays en développement cités par le gouvernement américain en octobre 1985 à Séoul, à l'occasion du lancement de son nouveau plan de règlement du problème de l'endettement du Tiers monde, étaient en effet des pays d'Amérique latine, notamment les quatre principaux emprunteurs, à savoir l'Argentine, le Brésil, le Mexique et le Venezuela.

Mais le problème est loin d'être limité aux seules préoccupations des banques commerciales. De nombreux pays en développement parmi les plus pauvres, en particulier en Afrique subsaharienne, ont des obligations de remboursement relativement plus lourdes que celles des pays latino-américains les plus endettés. Même si la situation de ces pays ne menace pas vraiment le système financier international, compte tenu du fait qu'en termes absolus aussi bien que relatifs, les dettes des banques commerciales dans cette région restent limitées. Leurs difficultés en matière de remboursement n'en sont pas moins énormes. Le chapitre 2 se termine sur le constat que le cas de ces pays pose à la communauté internationale un dilemme des plus insolubles.

Le chapitre 3 analyse les répercussions pour le Canada de cette gigantesque dette internationale : conséquences pour les banques commerciales; pertes directes et indirectes en termes de commerce, et danger de voir le fardeau du service de la dette devenir pour les fragiles démocraties du Tiers monde un facteur de menace.

Dans les cinq chapitres suivants, les auteurs examinent la manière dont chacun des principaux protagonistes de cette situation pourrait contribuer à résoudre ce problème. On y expose des actions et des mesures pour les pays débiteurs, les institutions financières internationales, les pays arabes de l'OPEP, les banques commerciales et les gouvernements créditeurs (OCDE), y compris le Canada. Le